

*Questions orales*

quences qu'auraient pour la santé et la sécurité des Canadiens un accident d'un de ces navires, ou considèrerait-il la question comme moins sérieuse que celle de la sécurité des pétroliers?

• (1440)

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, le député fait souvent à la Chambre des déclarations de nature à alarmer les Canadiens de la côte ouest et d'ailleurs à propos des politiques des États-Unis.

Des entretiens sont en cours avec les États-Unis au sujet du passage de leurs navires dans nos eaux. Nous suivons la question de près. Nous veillons à ce qu'on tienne compte des intérêts canadiens, à ce qu'ils soient protégés, y compris l'intérêt que nous avons à participer à une alliance internationale efficace pour la défense, dont les escales aux ports sont un élément important.

\* \* \*

**LES PÊCHES**

**L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges):** Monsieur le Président, j'ai aussi une question à poser au ministre des Pêches. Le ministre, semble-t-il, ne se souvient pas de ce qu'il a dit à Halifax. Je vais lui rafraîchir la mémoire. J'ai le compte rendu. Il a dit que les pêcheurs et les travailleurs d'usine ne demandent pas mieux que de travailler pendant dix semaines pour ensuite se reposer pendant les quarante-deux suivantes. «Leur seule qualité, a-t-il dit, c'est d'avoir assez de patience pour devenir admissible aux prestations.» C'est ce qu'il a dit. La réalité est tout autre. À Rose-Blanche, par exemple, 147 pêcheurs ont pris 4 millions de livres de poisson, monsieur le premier ministre, en trois mois. . .

**M. le Président:** Le député pourrait-il poser sa question?

**M. Simmons:** Comme je le disais, ils travaillent pendant douze mois à Rose-Blanche et ailleurs, et non pendant dix semaines.

Comment le ministre peut-il concilier cette déclaration stupide avec les faits? Tout ce que ces travailleurs veulent, c'est travailler toute l'année. Ils le pourraient si seulement le gouvernement avait le courage de ne pas renouveler les permis de pêche des Français, des Espagnols et des Portugais.

**Des voix:** Quelle est la question?

**M. Simmons:** Comment le ministre concilie-t-il les deux?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur le Président, je me ferais un plaisir de remettre une copie de mon discours au député.

**M. Simmons:** Pas la peine, j'en ai déjà une.

**M. Valcourt:** Dans ce cas, vous avez besoin d'un bon attaché de recherche. Je n'ai jamais dit cela.

Les habitants de la région de l'Atlantique ont écouté ces gens-là ces dernières semaines. Ce que les habitants de cette région nous disent, c'est que les pêches sont un élément important de notre patrimoine et de notre vie économique, et qu'ils veulent continuer de pêcher. Mais ils veulent aussi que la pêche devienne une activité qui demande plus de compétence et rapporte un revenu décent.

Or, par le passé, les divers paliers de gouvernement ont mis sur le compte de la pêche toutes les difficultés économiques. À titre de représentant de l'industrie des pêches de l'Atlantique, je puis dire que nous en avons assez d'être le bouc émissaire et que nous ne le supporterons plus.

**L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges):** Le ministre peut s'agiter tant qu'il lui plaira. Il prétend qu'il n'a jamais dit ça, mais j'ai ici la transcription de la question et de sa réponse, et je lui assure qu'il l'a dit. Il a dit qu'ils veulent rester à ne rien faire durant 42 semaines. . .

**Des voix:** La question!

**M. Simmons:** Je ne peux le laisser induire la Chambre en erreur, monsieur le Président.

**M. le Président:** Je suis sûr qu'aucun député ne voudrait induire la Chambre en erreur. Je note que le député n'a certes pas dit «délibérément», mais je lui demanderais de poser sa question.

**M. Simmons:** Monsieur le Président, j'ai une question bien simple pour le ministre. Après avoir passé deux semaines à étudier ses dossiers et à parcourir notre grand pays, est-ce là tout ce qu'il a à nous dire? Sa stratégie pour résoudre la crise et la situation désastreuse de la pêche dans l'Atlantique consiste-t-elle à frapper les gens qui sont déjà terrassés? Est-ce là sa solution? Ou va-t-il reconnaître que ces pêcheurs ont travaillé toute l'année jusqu'à ce que les politiques du gouvernement actuel les obligent à rester à ne rien faire chez eux parce qu'il n'y a plus de poisson à pêcher? Va-t-il venir à leur secours avec un programme d'aide et commencer à chasser les étrangers avant qu'ils ne prennent tout notre poisson?